

Le GADEM dénonce des mises en scène cherchant à accuser les migrants de violence

23/10/2018

Salma khouja

GADEM – Depuis plusieurs semaines déjà, des organisations de défense des migrants au Maroc dénoncent des arrestations, détentions, voire expulsions illégales de migrants dans la région du nord du royaume. dans la région de Tanger. L'association organisait aujourd'hui une conférence de presse en son siège à Rabat, pour présenter un nouveau document complémentaire, baptisé "Expulsions gratuites".

Pour le GADEM, qui affirme que plus de 7.000 personnes ont été déplacées de Tanger vers les provinces du sud au cours des mois de juillet-août-septembre, la situation des migrants à désormais empiré avec la multiplication d'expulsions. "On a reçu depuis le 2 octobre des informations de plus en plus concrètes d'expulsions", affirme au cours de la conférence Camille Denis, coordinatrice du GADEM.

Cette semaine, le GADEM (Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants), a partagé sur son site de nouveaux détails inquiétants sur la situation des migrants à Tanger. Selon l'association, les autorités ont tenté de mettre en scène des affrontements entre migrants et la police dans le but de produire une vidéo les accusant de violence.

Ainsi, selon le GADEM, le samedi 20 octobre dernier, 38 migrants détenus au commissariat central de Tanger "hors tout cadre juridique dans le sous-sol", ont été placés dans un bus toute la journée "sans eau ni nourriture", pendant que dans le commissariat les autorités "fabriquaient de toute pièce des

preuves”.

“Mise en scène”

D’après les informations reçues par le GADEM, les membres des forces de l’ordre présents dans les bus auraient informé les migrants qu’ils seraient transportés à l’aéroport “en vue de leur renvoi de force vers leur pays d’origine”, affirme le groupe.

“Ils ne seraient finalement pas allés au bout de ce premier objectif, mais auraient mis en scène et filmé des violences à leur encontre allant jusqu’à se battre entre eux pour faire croire que les personnes maintenues étaient les auteures de ces violences. Ils auraient également filmé des vitres qu’ils auraient eux-mêmes préalablement brisées ainsi que l’utilisation de drogues, afin d’accuser les personnes maintenues”.

Des vidéos qui n’ont pas encore été révélées au grand public. Et pour cause, le GADEM affirme avoir justement réagi pour éviter toute diffusion de ces vidéos. “A notre connaissance, aucune vidéo n’a été diffusée pour le moment, le but pour nous étant de justement prévenir toute utilisation de ces mises en scène contre l’intérêt des personnes maintenues arbitrairement dans le commissariat central de Tanger” explique au HuffPost Maroc Camille Denis, coordinatrice du GADEM.

“Nous voulions que l’information soit diffusée rapidement pour faire en sorte que cette information soit rendue publique et archivée avant toute utilisation éventuelle par les autorités marocaines”, continue-t-elle.

Pour l’instant, le GADEM ne sait pas si les vidéos risquent toujours d’être dévoilées ou non.

Les migrants de retour au commissariat

A la fin de la journée, les personnes placées dans les bus “auraient finalement été reconduites au sous-sol du commissariat central de Tanger” précise le GADEM dans un

communiqué.

Toujours selon la même source, ce ne serait pas la première fois qu'une telle mise en scène est organisée par les autorités: "nous avons déjà des témoignages de personnes relatant des faits similaires lors d'arrestations à Tanger. Des migrants ont déjà été arrêtés, puis transportés près d'un lieu d'embarcations pour être pris en photo près d'elles afin de simuler un flagrant délit d'émigration irrégulière et justifier l'arrestation", explique Camille Denis.

L'association dénonce également des "expulsions abusives" commises par les autorités marocaines ces derniers mois. Le GADEM recense 89 personnes expulsées en dehors du territoire national entre septembre et octobre dernier, dont au moins six mineurs, "un chiffre jamais atteint depuis 2005", affirment ses membres.

"Rappelons que parmi les 38 personnes maintenues arbitrairement dans le commissariat central de Tanger se trouvent toujours huit mineurs, dont un demandeur d'asile, et quatre personnes gravement malades qui n'ont reçu aucun soin" précise l'organisation dans un communiqué.

https://www.huffpostmaghreb.com/entry/le-gadem-denonce-des-mises-en-scene-cherchant-a-accuser-les-migrants-de-violence_mg_5bcee2e8e4b0a8f17ef02541